Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1061

"Les coopératives d'habitants"

- Initiatives -

Date de mise en ligne : mercredi 26 août 2009

Description :

Un ouvrage qui vient de paraître ouvre le débat sur de nouvelles formes coopératives au service de l'habitat social.

Rencontres Sociales

Les éditions Bruylant viennent de publier un ouvrage intitulé "Les coopératives d'habitants" [août 2009, 432p, 35Euros]. l'occasion de revenir sur ce sujet intéressant et encore méconnu en France.

"Les coopératives d'habitants sont-elles les outils qui, en ce début de XXIe siècle, sauront répondre, à l'échelle de notre continent européen, aux défis et aux incertitudes qui pèsent lourdement sur l'habitat populaire. Seront-elles en mesure de répondre au désajustement qui perdure et s'aggrave entre une offre de logements issue du secteur privé ou social et des demandeurs considérés comme " non banquables ", au regard des critères établis parle marché immobilier ? S'agit-il ici pour les précaires, les chômeurs, les travailleurs pauvres, les populations migrantes et les classes moyennes désolvabilisées par la " main invisible du marché ", d'une autre voie possible pour le logement populaire ?
Pionnière en Europe, la région italienne du Lazio (Rome) vote en 1998, à l'unanimité droite-gauche, une loi régionale qui légalise toute occupation d'un bâtiment public laissé vacant par son propriétaire (commune, organisme de logement...). Les habitants coopérateurs assurent la remise en état des logements, tandis que le propriétaire (souvent la commune), dans une démarche de " développement durable " (installation de chauffage solaire, dispositifs de récupération des eaux de pluie, utilisation de peintures biodégradables...), prend à sa charge la rénovation des parties communes.
Dans plusieurs villes italiennes (Pérouse, Milan, Naples, Rome ou Turin), il est proposé en égales proportions à des classes moyennes mal ou peu solvalbilisées, mais aussi à des populations issues de l'immigration, un projet " coopératif d'accession sociale à la propriété ". En appui, coopératives d'habitants et collectivités territoriales mobilisent des institutions financières et bancaires originales, telles que la GEPAFIN (SEM de la région Ombrie) ou la " banca etica " (banque éthique).
Si les sociétés locales italiennes apparaissent ici comme les précurseurs d'un renouveau du coopératisme (Latium, Lombardie, Piémont, Emilie-Romagne), des coopératives du même type surgissent désormais un peu partout dans de nombreuses métropoles européennes (Bruxelles, Rotterdam, Londres, Madrid, Berlin, Copenhague...) et américaines (Québec, Buenos Aires...).
Au moment où, en France, la loi DALO (mars 07) entre dans un processus opérationnel, les services spécialisés de l'État français, les régions, les collectivités territoriales françaises et, d'une façon générale, " les autorités organisatrices " qui sont confrontées à un désajustement croissant entre offre et demande de logements accessibles ne sauraient négliger de tels dispositifs susceptibles de constituer une alternative crédible à la situation de " pénurie durable " de logements abordables. Sur fonds de décor de mutations radicales des États providence européens, des reliquats de l'ancien modèle industriel du logement social de masse et de crise financière internationale, les coopératives d'habitants, qu'elles interviennent sur le registre de " l'autorécupération résidentielle ou de l'auto-construction ", se révèlent être " le maillon résidentiel nécessaire ", mais jusqu'ici " absent de la chaîne légitime " du logement social."
(extraits de la présentation de l'ouvrages)

L'AITEC, partenaire de Rencontres sociales travaille à la diffusion tant de l'ouvrage que de l'idée.
aitec-urbain@reseau-ipam.org

(

Copyright © Rencontres Sociales